

les-crises.fr →

La débâcle grecque, par Perry Anderson (+ Annie Lacroix-Riz)

22 JUILLET 2015 | PAR LES INVITÉS DE MEDIAPART

L'historien britannique Perry Anderson revient sur la crise grecque et analyse l'échec de la stratégie du premier ministre grec. *« Tsipras et ses collègues ont répété à qui voulait les entendre qu'il était hors de question d'abandonner l'euro. Ce faisant, ils ont renoncé à tout espoir sérieux de négocier avec l'Europe réelle — et non l'Europe qu'ils fantasmaient. »*

La crise grecque a provoqué un mélange prévisible d'indignation et d'auto-satisfaction en Europe, où l'on oscille entre déploration de la dureté de l'accord imposé à Athènes et célébration du maintien *in extremis* de la Grèce dans la famille européenne, ou bien les deux à la fois. La première réaction est aussi futile que la seconde. Une analyse réaliste ne laisse de place à aucune des deux. Que l'Allemagne soit une fois de plus la puissance hégémonique du continent n'est pas un scoop en 2015 : la chose est évidente depuis au moins vingt ans. Que la France se comporte comme sa servante, dans une relation assez semblable à celle du Royaume-Uni vis-à-vis des États-Unis, n'est pas davantage une nouveauté politique : après De Gaulle, la classe politique française a retrouvé ses réflexes des années 1940. Elle s'accommode, et même admire, la puissance dominante du jour : hier Washington, aujourd'hui Berlin.

Moins surprenante encore est l'issue actuelle de l'union monétaire. Depuis l'origine, les avantages économiques de l'intégration européenne, qui vont de soi pour l'opinion bien-pensante de tout bord, ont en réalité été très modérés. En 2008, les calculs de Barry Eichengreen et Andrea Boltho, deux économistes favorables à l'intégration, concluaient que celle-ci avait augmenté le PIB du marché commun de 3 ou 4% entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1970, que l'impact du Système Monétaire Européen était insignifiant, que l'Acte unique européen a pu ajouter 1%, et que l'Union monétaire n'avait quasiment aucun effet discernable sur la croissance ou la production.

C'était avant que la crise financière mondiale ne frappe l'Europe. **Depuis, le carcan de la monnaie unique s'est révélé aussi désastreux pour les États du sud de l'Europe qu'avantageux pour l'Allemagne, où la répression salariale — masquant une très faible croissance de la productivité — a assuré à l'industrie allemande son avantage compétitif contre le reste de l'Europe.** Quant aux taux de croissance, la comparaison avec les chiffres du Royaume-Uni ou de la Suède, depuis Maastricht, suffit à démonter l'affirmation que l'euro aurait profité à un pays autre que son principal architecte.

Voilà la réalité de la « famille européenne » telle qu'elle a été construite par l'Union monétaire et le Pacte de stabilité. Mais son idéologie est inébranlable : dans le discours officiel et intellectuel,

l'UE garantit toujours la paix et la prospérité du continent, bannit le spectre de la guerre entre les nations, défend les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme, et fait respecter les principes d'un libre marché modéré, socle de toutes les libertés. Ses règles sont fermes mais souples, répondant à un double impératif de solidarité et d'efficacité. Pour les sensibilités baignant dans cette idéologie commune à l'ensemble du personnel politique européen et à la vaste majorité du commentaire médiatique, la souffrance des Grecs a été un spectacle douloureux. Mais heureusement, le bon sens a fini par triompher, un compromis a été trouvé et il ne reste plus qu'à espérer tous ensemble que l'Union n'a pas subi de dommage irréparable.

Depuis la victoire électorale de Syriza en janvier, le cours de la crise en Grèce était également prévisible, à l'exception du rebondissement final. Les origines de la crise étaient doubles : la qualification frauduleuse à l'entrée dans la zone euro par le PASOK de Simitis et l'impact du krach global de 2008 sur l'économie fragile d'une Grèce endettée et non compétitive. Depuis 2010, des programmes d'austérité successifs — autrefois appelés « plans de stabilisation » — dictés par l'Allemagne et la France, dont les banques étaient les plus exposées au risque de défaut grec, ont été mis en oeuvre sur place par la Troïka composée de la Commission européenne, de la BCE et du FMI. Cinq années de chômage de masse et de coupes budgétaires sociales plus tard, la dette atteignait de nouveaux sommets. Dans ce contexte, Syriza a gagné parce qu'il promettait avec fougue et conviction de mettre fin à la soumission à la Troïka. Il « renégocierait » les termes de la tutelle européenne.

Comment comptait-il y parvenir ? Tout simplement en implorant un traitement plus doux, et en jurant quand celui-ci ne venait pas — des implorations et des jurons, donc, adressés aux nobles valeurs de l'Europe, auxquelles le Conseil européen ne pouvait être indifférent. **Il n'était que trop clair, dès le départ, que ce déversement de supplications et d'imprécations était incompatible avec toute idée de sortie de l'euro.** Pour deux raisons. **Les dirigeants de Syriza n'arrivaient pas à faire la distinction mentale entre l'appartenance à la zone euro et à l'UE, considérant la sortie de l'une comme équivalent de l'expulsion de l'autre**, soit le pire cauchemar pour les bons Européens qu'ils assuraient être. Ensuite, ils savaient que, grâce aux fonds structurels et à la convergence initiale des taux d'intérêt européens, le niveau de vie des Grecs avait effectivement progressé pendant les années Potemkine de Simitis. Les Grecs avaient donc de bons souvenirs de l'euro, qu'ils ne reliaient pas à leur misère actuelle. **Plutôt que d'essayer d'expliquer ce lien, Tsipras et ses collègues ont répété à qui voulait les entendre qu'il était hors de question d'abandonner l'euro.**

Ce faisant, ils ont renoncé à tout espoir sérieux de négocier avec l'Europe réelle — et non l'Europe qu'ils fantasmaient. La menace économique d'un Grexit était certes beaucoup plus faible en 2015 qu'en 2010, les banques allemandes et françaises ayant été renflouées entre temps par les plans de soi-disant sauvetage de la Grèce. Malgré quelques voix alarmistes résiduelles, le ministère des finances allemand savait depuis un moment que les conséquences matérielles d'un

défaut Grec ne seraient pas dramatiques. Mais du point de vue de l'idéologie européenne à laquelle adhèrent tous les gouvernements de la zone euro, ce coup *symbolique* porté à la monnaie unique, et au « projet européen » comme on aime à l'appeler ces jours-ci, aurait été une régression terrible qu'il fallait empêcher à tout prix. **Si Syriza avait élaboré dès son arrivée au pouvoir un plan B pour un défaut organisé — en préparant les contrôles de capitaux, l'impression d'une monnaie parallèle et d'autres mesures de transition imposables en 24 heures pour éviter le désordre — et menacé l'UE de l'appliquer, il aurait disposé d'armes de négociation. S'il avait déclaré qu'en cas d'épreuve de force, il retirerait la Grèce de l'OTAN, même Berlin aurait réfléchi à deux fois à un troisième programme d'austérité, devant la crainte américaine que suscite une telle perspective. Mais pour les Candides de Syriza, ceci était encore plus tabou que l'idée d'un Grexit.**

Face à un interlocuteur privé de tout levier et alternant entre implorations et insultes, pourquoi les puissances européennes auraient-elles fait la moindre concession, sachant dès le départ que tout ce qu'elles décideraient serait *in fine* accepté ? Sous cet angle, leur conduite a été tout à fait rationnelle. La seule surprise notable dans cette chronique écrite d'avance fût que Tsipras annonce, en désespoir de cause, un référendum sur le troisième mémorandum et que l'électorat le rejette massivement. Armé de ce « Non » retentissant, Tsipras a émis un « oui » penaud à un quatrième memorandum encore plus dur que le précédent, prétendant à son retour de Bruxelles qu'il n'avait pas d'autre choix **en raison de l'attachement des Grecs à l'euro**. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas avoir posé cette question là au référendum : être vous prêts à tout accepter pour rester dans l'euro ? En appelant à voter Non, et en exigeant un Oui docile moins d'une semaine après, **Syriza a retourné sa veste aussi vite que les crédits de guerre avaient été votés par la sociale-démocratie en 1914**, même si, cette fois-ci, une minorité du parti a sauvé son honneur. A court terme, Tsipras prospérera sur les ruines de ses promesses, comme l'avait fait le premier ministre travailliste britannique Ramsay MacDonald, dont le gouvernement d'union nationale composé en majorité de conservateurs avait imposé l'austérité en pleine Grande dépression, avant de mourir dans le mépris de ses contemporains et de la postérité. La Grèce a déjà eu sa part de dirigeants de cet acabit. Peu de gens ont oublié *l'Apostasia* de Stephanopolous en 1965 (1). Le pays aura sans doute à en subir d'autres.

Quid de la logique plus large de la crise ? Tous les sondages montrent que, partout, l'attachement à l'Union européenne a — à juste titre — fortement décliné en dix ans. **Elle est désormais vue comme ce qu'elle est : une structure oligarchique, gangrénée par la corruption, construite sur le déni de la souveraineté populaire, imposant un régime économique amer de privilèges pour quelques uns et de contraintes pour tous les autres**. Mais ceci ne signifie pas qu'elle soit mortellement menacée par le bas. La colère monte dans la population, mais faute de catastrophe, le premier instinct sera toujours de s'accrocher à ce qui existe, aussi repoussant que cela puisse être, plutôt que de se risquer à ce qui pourrait être radicale-

ment différent. Ceci ne changera que si, et quand, la colère sera plus forte que la peur. Pour le moment, ceux qui vivent sur la peur — la classe politique à laquelle Tsipras et ses collègues appartiennent désormais — peuvent être tranquilles.

(1) L’Apostasia désigne le transfuge de renégats menés par Stephanos Stephanopoulos d’un gouvernement d’Union des Centres à un régime nommé par le Roi, deux ans avant le coup d’État militaire de 1967.

Source : <http://blogs.mediapart.fr/blog/danyves/040815/la-debacle-grecque-par-perry-anderson-annie-lacroix-riz>

* * *

Quand le Coup contre la Grèce révèle ce qu’est l’Union Européenne depuis l’origine ! – par Annie Lacroix-Riz

Il n’aura donc pas fallu une semaine pour que le “OXI” massif des grecs soit piétiné, qu’un coup d’état financier mené de façon implacable par l’Union Européenne en étrangeant la Grèce via la Banque centrale européenne démontre le caractère totalitaire, la nature de dictature de la classe capitaliste de ce qu’est réellement et concrètement l’Union Européenne à ceux qui en douterait encore. www.initiative-communiste.fr site web du PRCF publie cette tribune de notre camarade l’historienne Annie Lacroix-Riz, auteur notamment d’un ouvrage à lire absolument « *Aux origine du carcan européen* ».

La réalité de cette Union européenne, amorcée à la fin du 19^e siècle par les associations capitalistiques franco-allemandes, et qui prit son visage définitif, sous la tutelle américaine ajoutée à l’allemande, entre les années 1920 et les années Jean Monnet-Robert Schuman d’après Deuxième Guerre mondiale, fait brutalement tomber le masque du « projet européen » qui a dupé tant de peuples et pendant si longtemps. Beaucoup prêtent à l’union européenne une identité sympathique, au moins fugace, qu’elle n’a *jamais* eu, ni en 1926 (fondation du cartel international de l’acier) ni en 1950 (discours de Robert Schuman sur la Communauté européenne du charbon et de l’acier). C’est d’ailleurs l’origine d’une déception sans objet. La casse de l’histoire, systématique, dans tous les pays concernés, et la propagande quotidienne ont entretenu les illusions.

Il fut un temps, et vous le savez, où les partis marxistes, bien informés, notamment par le « camp démocratique » guidés, eh oui !, par l’URSS (pays dont il serait temps de faire sérieusement l’histoire), et indépendants de « l’Occident » guidés par Washington, connaissaient les tenants et aboutissants de « l’Europe » (alors « occidentale »), l’écrivaient et le clamaient. Les archives originales l’attestent, qui révèlent, dans le cas français, l’effroi du Quai d’Orsay devant les révélations, incontestables mais encore parfois au-dessous de la cruelle vérité, que *L’Humanité* et la presse communiste diffusaient quotidiennement tant sur l’abominable Plan Marshall que sur celui d’Union Européenne qui en constituaient le prolongement : l’objectif était de créer un énorme marché européen pour l’impérialisme américain, avec la pers-

pective d'y intégrer, sous la tutelle secondaire mais essentielle de l'ancien Reich (alors zone occidentale de l'Allemagne puis RFA), le continent européen entier, ce qui supposait entre autre de balayer le « camp socialiste ». Notons qu'on continue ces temps-ci à réclamer un Plan Marshall pour tout et n'importe quoi, notamment pour la Grèce : on ne croit pas si bien dire, on y est, avec une grande partie des conditions attachées aux emprunts « européens » de l'époque...

Un carcan de fer s'abat sur l'europe : l'Union Européenne

Le tout pris corps sous la « protection »-carcan américain du Pacte atlantique d'avril 1949 et de son organisation militaire, l'OTAN, disposant de bases dans le monde entier (*stepping stones*) et mettant en œuvre la « stratégie périphérique » (aérienne) qui vouait les peuples dépendants à la mission explicitement décrite de « chair à canon » (*canon fodder*). Cette ligne avait été entièrement définie à Washington pendant la Deuxième Guerre mondiale, à l'heure où l'URSS assurait la partie militaire, avec ses dizaines de millions de victimes militaires et civiles de la guerre d'attrition conduite par l'impérialisme allemand, de ce qui fut l'écrasante victoire économique et politique des États-Unis en 1945. L'option américaine n'eut donc rien à voir avec la chronologie de la « Guerre froide », attrape-nigauds aussi puissant et efficace que celui du « projet social » de l'Union Européenne. Rappelons qu'une base militaire, à l'ère maritime (britannique) et aéronautique (états-unienne) de l'impérialisme (voir même avant cette phase impérialiste, pour le cas britannique), constitue d'abord une base de contrôle économique de *l'empire*.

Que la plupart des partis, mouvements et syndicats révolutionnaires ou (vraiment) « démocratiques » aient changé d'avis sur l'Union Européenne et cédé aux illusions (certains, de longue date, d'autres, qui ont résisté plus longtemps, plus récemment, inutile d'établir ici le sinistre palmarès) mesure seulement l'ampleur des défaites et abdications successives du « mouvement démocratique » au bout de plusieurs décennies de crise systémique du capitalisme et de victoires politiques du « camp impérialiste » (camp très malade cependant). Ces illusions ont généré une situation aussi désespérante pour les peuples que celle de 1914, c'est à dire aussi *momentanément* désespérante qu'en 1914. A cet égard, la synthèse de Jacques Pauwels, *1914 1918. La grande guerre des classes*, Bruxelles, Aden, 2014, riche sur les questions politiques et sociales, aidera les désespérés à réfléchir, par comparaison, sur les issues possibles. Sur la clé *économique* du phénomène, tant en 1914 qu'aujourd'hui, impossible de sortir du cadre de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de Lénine, qu'il faut lire ou relire, tant cette brochure est adaptée à la période que nous vivons. Sans en négliger la portée politique, puisqu'elle souligne la responsabilité éminente de la fraction dirigeante des partis « ouvriers », « l'aristocratie ouvrière » de la Deuxième Internationale qui avait soutenu l'union sacrée et conduit ses mandants à la boucherie. De même, le chœur « européen » des partis de « gauche » et des syndicats nationaux groupés sous la bannière de la Confédération européenne des syndicats sanglote aujourd'hui sur le paradis perdu et conjure ses membres et sympathisants (de moins en moins nombreux, ce qui ne

diminue pas toujours les moyens des organisations concernées) de se battre pour le maintien de l'euro et une union européenne fantasmée, ou plutôt de les soutenir par sa seule renonciation à lutter. Car ledit chœur empêche de toutes ses forces, depuis plusieurs décennies, ses mandants de défendre activement leurs propres intérêts politiques et sociaux, jusqu'ici avec grand succès, il faut l'admettre.

Avec le coup de force contre la Grèce, les yeux se décillent : combattre l'euro fascisation en marche

Nous atteignons avec le coup de force ou coup d'État contre la Grèce (qui en effet, ressemble comme deux gouttes d'eau au Munich extérieur de la nuit du 29-30 septembre 1938 et au « Munich intérieur » consécutif) une phase de la crise de l'impérialisme décisive pour que les yeux se dessillent. Le problème supplémentaire, non scientifique assurément, est qu'il faudrait trouver une solution politique, et vite, pour sortir d'un enfer déjà atteint ou qui nous menace tous ou presque. Commençons par arrêter de crier au loup et au retour du « nationalisme » comme si les mouvements fascistes, naguère qualifiés de nationaux, avaient vraiment l'intention de reconstituer les nations mises à l'agonie par l'impérialisme, **États-Unis et Allemagne en tête** : c'est ce que les partis fascistes, financés par le grand capital (comme aujourd'hui), ont prétendu dans l'entre-deux-guerres, avant de se rouler aux pieds du vainqueur, montrant ce qu'il fallait entendre par « partis nationaux », tandis que les prétendus « métèques » se battaient pour les intérêts nationaux et sociaux de la population de leur pays d'accueil. Le fascisme, excellent moyen, pour le grand capital, d'écraser les salaires en cas de besoin, ne « passe » que si les populations omettent de se battre pour leurs intérêts sociaux : si le peuple grec et les autres luttent contre ce qui les accable, le « fascisme » ne passera pas ; s'ils y renoncent, laissant le grand capital libre de confier ses intérêts du jour à des auxiliaires politiques « à poigne », c'est une autre affaire.

Je me permets, sur l'aspect historico-scientifique de ces questions, de renvoyer à mon ouvrage *Aux origines du carcan européen, 1900-1960* (2e édition), Paris, Delga-Temps des cerises, 2015, évidemment plus précis que le contenu des conférences. J'ai consacré nombre de travaux depuis les années 1980-1990 (dont plusieurs figurent dans la bibliographie du livre sur le *Carcan*) aux tentatives ayant abouti à la création de l'Union Européenne. **Les sources contemporaines des événements ne laissent aucune illusion sur la similitude absolue entre les intentions de ses fondateurs et leurs réalisations** [crapules], et sur l'inanité de la thèse d'une « dérive » de l'Union Européenne entre 1945-1960 et la période actuelle (voir le *curriculum vitae* de 2014 de mon site, qui sera bientôt actualisé à la date de juin 2015). Et, sur le fascisme, à mes travaux sur l'entre-deux-guerres, notamment *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010, et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008.

Source : <http://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/quant-le-coup-contre-la-grece-revele-ce-quest-lunion-europeenne-depuis-lorigine-par-annie-lacroix-riz/>